

Arrêt

n° 323 324 du 14 mars 2025
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. ROZADA
Rue Montoyer 1/41
1000 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 novembre 2024 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 16 octobre 2024.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 décembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 28 janvier 2025.

Entendu, en son rapport, R. HANGANU, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E. DESTAIN *loco* Me C. ROZADA, avocat, et O. BAZI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après : la Commissaire générale), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo, RDC), originaire de Kisangani, d'origine ethnique Lokele et de religion protestante. Vous n'avez pas d'activités politiques et n'êtes membre d'aucune association.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants.

La nuit du 30 juin 2018, votre mari, [A.L.M.], décède subitement dans son sommeil. Votre belle-famille vous emmène au village de Bukanga pour le deuil. Très vite, ceux-ci vous accusent d'être responsable du décès de votre mari. Vous êtes insultée et injuriée.

En novembre 2018, [J.L.A.], chef coutumier du village et frère de votre mari exige que vous l'épousiez. Vous refusez et celui-ci vous enferme dans une annexe du domicile familial où vous subissez des mauvais traitements et des sévices sexuels.

Au mois d'octobre 2019, vous vous évadez grâce à l'intervention de votre neveu, [J.], qui organise ensuite votre départ du pays.

C'est ainsi qu'en octobre 2019, vous quittez la RDC, par avion, depuis l'aéroport de Ndjili à destination de la Turquie, munie de documents d'emprunt. En février 2021, vous entrez illégalement sur le territoire grec et y introduisez une demande d'asile le 10 mars 2021. La Grèce vous octroie le statut de réfugié le 26 mars 2021.

Vous recevez des menaces anonymes et des connaissances vous apprennent que votre belle-famille est présente en Grèce. Vous décidez de quitter ce pays et le 4 mars 2024, vous vous rendez sur le territoire belge. Le 5 mars 2024, vous introduisez une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers.

Le 26 avril 2024, le Commissariat général prend une décision de refus du statut de réfugié et de protection subsidiaire. Le 28 mai 2024, vous introduisez une requête auprès du Conseil du Contentieux des étrangers qui, dans son arrêt n° 311 959 du 27 août 2024, annule cette décision, estimant que le Commissariat général n'aurait pas tenu compte, dans son analyse, de l'octroi d'une protection internationale par la Grèce. Le Commissariat général n'a pas jugé opportun de vous réentendre pour prendre une nouvelle décision.

Vous déposez plusieurs documents médicaux et des rapports sur la situations des femmes en RDC à l'appui de vos déclarations.

B. Motivation

Il ressort de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux. Le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef. Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Il ressort également de vos déclarations et des documents que vous avez déposés que vous bénéficiez de la protection internationale en Grèce. Une personne bénéficiant d'une protection internationale dans un autre état de l'union européenne, en l'espèce la Grèce, ne relève pas du champ d'application des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, à moins qu'elle ne démontre qu'elle ne peut plus se prévaloir de la protection internationale accordée par cet état. Dans le cas présent, tenant compte de l'ensemble des éléments et circonstances propres à votre situation personnelle, le Commissariat général estime que la protection internationale qui vous a été octroyée en Grèce ne peut être considérée comme effective. Partant, vous relevez du champ d'application des articles 48/3 et 48/4 de la loi précitée et votre demande de protection internationale doit être examinée par rapport à votre pays d'origine.

Le Commissariat général a pleinement tenu compte de la décision des autorités grecques de vous octroyer une protection internationale. Toutefois, le Commissariat général souligne qu'il n'est pas lié par cette décision et qu'il lui appartient de réaliser un nouvel examen individuel, complet et actualisé de la demande de protection internationale que vous avez introduite en Belgique. Pour ce faire, le Commissariat général a sollicité les autorités grecques afin d'obtenir les informations en sa possession, ayant conduit à l'octroi de votre statut de protection internationale dans cet état. Toutefois, le Commissariat général n'a obtenu aucune réponse (favorable) à cette demande dans un délai raisonnable (voir farde « Informations sur le pays ») et a donc basé son analyse sur les éléments à sa disposition, desquels il ressort que votre demande n'est pas fondée.

En effet, après avoir analysé votre dossier avec attention, le Commissariat général estime que vous ne fournissez pas d'éléments pour établir de façon crédible qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes

graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En cas de retour en RDC, vous craignez d'être tuée par votre belle-famille pour avoir refusé d'épouser votre beau-frère, [J.L.A.], et avoir ainsi dérogé à la coutume du village (voir « Questionnaire » du CGRA à l'OE ; NEP, p. 11).

Cependant, les nombreuses lacunes, imprécisions et ignorances émaillent votre récit de sorte que le Commissariat général ne peut que remettre en cause la réalité des faits que déclarez avoir vécus.

Premièrement, force est de constater qu'aucune crédibilité ne peut être accordée au fait d'avoir été emmenée par votre belle-famille à Bukanga pour y vivre cinq mois de deuil entre juillet et novembre 2018, en raison de déclarations vagues, générales et peu circonstanciées, alors que c'est là un élément essentiel de votre récit d'asile.

En effet, interrogée sur votre vie durant cette période, vous commencez par être particulièrement laconique en vous contenant de dire que vous ne faisiez rien et que vous étiez assise par terre (NEP, p.14). Lorsqu'une seconde opportunité vous est offerte de faire le récit de cette période, vous n'en dites pas plus, précisant seulement que vous ne pourriez pas être purifiée si vous désobéissiez (NEP, p.15). En dépit ensuite de différentes tentatives d'en apprendre plus sur votre vécu durant ces cinq mois, vous restez en défaut de fournir le moindre élément consistant, vous bornant à répéter que vous ne pouviez rien faire et que vous pleuriez (NEP, p.15). Par ailleurs, si vous déclarez que seules les autres veuves du village pouvaient vous adresser la parole et s'occuper de vous, le Commissariat général relève que vous demeurez incapable de présenter plus d'informations à ce sujet, si ce n'est que l'une d'entre-elles s'appelait [M.A.] et qu'elle avait pitié de vous (NEP, p.15).

Deuxièmement, force est de constater qu'aucune crédibilité ne peut être accordée au mariage forcé allégué avec [J.L.A.], le frère de votre époux, en raison d'un ensemble de déclarations lacunaires.

Ainsi invitée à fournir l'ensemble des renseignements dont vous disposez concernant cet individu, vous ne savez pas en dire grand-chose. Vous déclarez d'abord ne connaître ni sa date de naissance, ni son âge approximatif (NEP, p. 17). Vous ne connaissez pas non plus sa profession au-delà de sa fonction de chef coutumier (NEP, p. 17). Vous demeurez en outre très générale sur le caractère et la personnalité de cet homme, vous limitant à évoquer de manière générale une personne violente, agressive, qui criait tout le temps (NEP, p. 20), cela avant de conclure que vous ne savez pas comment il se comportait avec les personnes qu'il accueillait au village et qu'une femme ne pouvait pas s'asseoir avec les hommes au village (NEP, p. 20).

Le Commissariat général relève qu'il était en droit d'attendre plus de vous, dès lors que cet homme est aussi votre beau-frère depuis 1995 et que vous alléguiez l'avoir côtoyé au village entre juillet 2018 et octobre 2019. Dès lors, de telles déclarations défaillantes ne permettent aucunement de croire que vous ayez réellement connu et fréquenté cette personne dans les conditions que vous décrivez.

Le Commissariat général considère également peu plausible que vous ne soyez pas en mesure d'en dire plus au sujet de sa famille. En effet, vous n'avez aucune information concrète au-delà du fait que votre beau-frère a beaucoup d'enfants et que ces deux épouses s'appellent [E.] et [B.] (NEP, p.18). De plus, interrogée sur ses frères et sœurs, qui vous auraient accusée du meurtre de votre mari et insultée tout au long de votre veuvage (NEP, p.14), vous vous contentez de déclarer que tout ce que vous pouvez dire à leur sujet étaient qu'ils étaient très courageux, vous justifiant du fait que vous n'avez jamais été en contact avec eux, une explication qui ne peut suffire à convaincre, à elle seule, le Commissariat général. Et lorsque plus de détails vous sont demandés sur votre belle-famille, vous vous limitez à ajouter qu'ils sont commerçants et que vous ne vous intéressiez pas à ce qu'ils faisaient, alors que ce sont là vos persécuteurs potentiels en cas de retour en RDC (NEP, p.18).

Troisièmement, force est de constater que vos déclarations relatives à votre vécu durant dix mois passés enfermée dans une annexe du domicile de [Je.] ne parviennent pas non plus à convaincre le Commissariat général en raison de déclarations toujours aussi vagues, imprécises et peu circonstanciées, sans sentiment d'un réel vécu.

En effet, invité à vous exprimer de manière exhaustive à ce sujet, vous vous contentez de déclarer qu'il y avait une fenêtre qui s'ouvrait de l'intérieur et de l'extérieur d'où vous pouviez voir les passants (NEP, p.20). Conviée dès lors à en dire plus, tout ce que vous dites, c'est que vous pleuriez, que vous étiez fatiguée, que vous aviez pensé à la mort et que seul votre neveu [Jo.] pouvait vous rendre visite (NEP, p.20). Lorsque des

exemples vous sont ensuite offerts pour vous permettre de mieux comprendre ce qui est attendu de vous, vous invoquez seulement un jeu de société avec lequel vous jouiez parfois avec [Je.], sans en connaître les règles. C'est là le seul exemple que vous êtes en mesure de donner, malgré qu'il vous a été demandé des exemples de même nature, vous bornant à répéter que vous jouiez à ce jeu (NEP, p.21). Malgré que plusieurs nouvelles opportunités de vous exprimer vous sont ensuite encore offertes, vous demeurez laconique, vous limitant à ressasser la fois où [Jo.] est venu vous parler. (NEP, p.21).

Et bien que vous parveniez à fournir quelques éléments relatifs à la description de cette maison (NEP, pp.18-19), le Commissariat général considère que vos déclarations relatives à votre privation de liberté de plusieurs mois sont à ce point vagues, générales et impersonnelles qu'elles ne laissent transparaître aucun sentiment de vécu, emportant ainsi sa conviction selon laquelle vous n'avez pas vécu de tels faits de persécutions.

Partant, au regard de cette analyse de votre connaissance de votre beau-frère et de votre belle-famille, de votre vécu des mois de deuils et de votre enfermement de plusieurs mois, le Commissariat général considère disposer d'éléments suffisants pour remettre valablement en cause la réalité de ce mariage forcé qui ne peut être estimé pour établi. Dès lors, les craintes que vous invoqué en cas de retour ne sont pas fondées.

Ce sont là les seules craintes exprimées en cas de retour dans votre pays d'origine (voir « Questionnaire » du CGRA à l'OE ; NEP, pp.11,23).

Quant aux documents déposés pour étayer vos déclarations, ceux-ci ne permettent pas, à eux seuls, de renverser le sens de la présente analyse (voir farde « Documents »).

Ainsi, votre attestation de prise en charge psychologique (Doc. 1) tend tout au plus à démontrer que vous allez bénéficier d'un suivi psychologique. Toutefois, le Commissariat général ne disposant, à ce stade, d'aucun autre élément concernant votre état psychologique, il ne peut en tirer la moindre conclusion. Ensuite, votre carnet de santé (Doc. 2), retranscrit vos plaintes concernant la présence de douleurs généralisées, de maux de dos, de céphalées, d'oubli et de confusion, ainsi que de cauchemar, palpitations, pleurs, cris insoutenables, troubles du sommeil que vous attribuez à des violences sexuelles commises par votre beau-frère. De cette anamnèse, le médecin généraliste diagnostique dans votre chef un syndrome de stress post-traumatique. A cet égard, bien qu'il n'appartienne pas au Commissariat général de mettre en cause l'expertise clinique et psychologique d'un médecin qui constate le traumatisme d'un patient et émet des suppositions quant à son origine, il faut souligner qu'un médecin, a fortiori généraliste, n'est pas habilité à tirer des conclusions quant aux circonstances factuelles précises ayant conduit à l'apparition de problèmes d'ordre psychologique. Pareille affirmation ne peut être comprise que comme une supposition avancée par le médecin qui a rédigé ce rapport. Enfin, il y a lieu de constater que, d'une part, ce rapport médical a été établi uniquement sur base de vos affirmations après une unique entrevue et que, d'autre part, il ne peut en aucun cas montrer que les différents problèmes qui ont été diagnostiqués résultent directement des faits que vous avez avancés, faits qui ont été remis en cause par le Commissariat général. Dès lors, ce seul document ne présente qu'une faible valeur probante. En ce qui concerne le rapport médical du 23 avril 2024 (Doc. 3), le Commissariat général relève que celui-ci fait état de plusieurs cicatrices et réitère les symptômes de stress post-traumatique déjà évoqués dans le document précédent. Et si le Commissariat général ne remet pas en cause la présence de ces cicatrices, il fait remarquer que l'attestation ne fournit aucun élément permettant d'objectiver l'origine et les circonstances dans lesquelles vous avez reçu ces blessures, à l'exception de la cicatrice conséquente à votre césarienne.

Suite à votre requête au Conseil du Contentieux des étrangers, vous avez déposé plusieurs nouveaux documents pour appuyer vos déclarations, à savoir : un rapport du FIDH de 2013 sur les victimes de crimes sexuels en RDC (Doc. 5), ainsi que cinq articles tirés d'Internet, publiés entre 2010 et 2024, sur les violences sexuelles en RDC, le lévirat en RDC et le mariage forcé en RDC (Doc. 6 à 10). Ce ne sont là que des textes à caractère général sur la condition des femmes en RDC. Ils ne traitent aucunement de votre situation personnelle et vous n'y êtes pas citée. De plus, dans la mesure où la crédibilité de votre récit d'asile a été remise en cause, ces documents de portée générale manquent de pertinence dans l'analyse de votre demande.

En ce qui concerne les remarques que vous formulez après consultation de votre copie des notes de l'entretien personnel (Doc. 4), le Commissariat général en prend note et les fait siennes. Celles-ci ne permettent cependant pas d'impacter le poids des arguments développés ci-dessus.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers».

2. Thèses des parties

2.1. Les rétroactes et les faits invoqués

La requérante, qui déclare être de nationalité congolaise, est arrivée en Belgique le 4 mars 2024 et a introduit, en date du 5 mars 2024, une demande de protection internationale à l'appui de laquelle elle déclare craindre sa belle-famille, en particulier son beau-frère, qui aurait tenté de l'épouser de force suite à la mort de son mari, et qui l'aurait séquestrée et maltraitée durant dix mois.

Le 26 avril 2024, la Commissaire générale a pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire.

Le 27 août 2024, dans son arrêt n°311 959, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) a annulé la décision de la Commissaire générale, constatant, en substance, que la requérante a obtenu un statut de protection internationale en Grèce, et qu'« *il ne ressort nullement, ni de la lecture de la motivation de l'acte attaqué ni de l'examen des dossiers administratif et de procédure, que la partie défenderesse a tenu compte de la décision grecque et des éléments qui la soutiennent* ».

Le 17 octobre 2024, la Commissaire générale a pris une nouvelle décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre de la requérante.

2.2. Les motifs de l'acte attaqué

Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse estime que les déclarations de la requérante, de même que les documents qu'elle a déposés à l'appui de sa demande, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes et risques qu'elle invoque en cas de retour dans son pays d'origine (pour les motifs détaillés, voir ci-dessus au point « 1. L'acte attaqué »).

2.3. La requête

2.3.1. Dans son recours introduit devant le Conseil, la partie requérante n'apporte pas d'élément utile différent quant à l'exposé des faits figurant dans l'acte attaqué.

2.3.2. La partie requérante prend un premier moyen, relatif à l'octroi du statut de réfugié, de la violation de l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26 juin 1953 (ci-après : la Convention de Genève), de l'article 1 (2) du Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés, approuvé par la loi du 27 février 1967, de l'article 8 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres, des articles 48/3, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs (ci-après : la loi du 29 juillet 1991), des principes généraux de bonne administration, « notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, ainsi que de l'obligation de motivation matérielle ».

2.3.3. La partie requérante prend un second moyen, relatif à l'octroi du statut de protection subsidiaire, de la violation des articles 48/4, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, des principes généraux de bonne administration, « notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative », de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs.

2.3.4. En substance, la partie requérante conteste la pertinence de la motivation de l'acte attaqué au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.3.5. Dans le dispositif de son recours, la partie requérante demande au Conseil ce qui suit : « A titre principal : [...] de réformer la décision attaquée et de reconnaître à la requérante le statut de réfugié [...] à titre subsidiaire : [...] d'annuler la décision attaquée et d'ordonner des mesures d'instruction complémentaire

[...] à titre infiniment subsidiaire : [...] d'accorder la protection subsidiaire à la requérante [...] à titre infiniment subsidiaire : poser les questions préjudicielles suivantes à la Cour de justice de l'Union européenne :

« Un Etat membre en charge d'une demande de protection internationale d'une personne d'un pays tiers et qui bénéficie d'une protection internationale dans un autre Etat membre peut-il déclarer cette demande comme non fondée en analysant les problèmes survenus dans le pays d'origine, sans violer l'article 4 de la directive 2011/95 et par conséquent sans violer le principe de confiance mutuelle consacré à l'article 78 du TFUE ?

Si dans l'hypothèse où cet Etat membre analyse le bien-fondé de la demande de protection internationale, peut-il prendre une décision de refus sur le fond ou doit-il prendre une décision de révocation ou de cessation, conformément aux articles 11, 14, 16 ou 19 de la directive 2011/95 ? ».

2.4. Les nouveaux éléments

2.4.1. Le 25 novembre 2024, la partie défenderesse a déposé une note d'observations (dossier de la procédure, pièce 4).

2.4.1.1. Par le biais d'une note complémentaire datée du 23 janvier 2025, la partie défenderesse a produit un lien vers un document intitulé « COI Focus Grèce. Accès au dossier d'asile d'un bénéficiaire d'une protection internationale » et daté du 5 juillet 2024 (dossier de la procédure, pièce 8).

2.4.1.2. Le Conseil observe que ce document répond au prescrit de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 et décide, en conséquence, de le prendre en considération.

3. Le cadre juridique de l'examen du recours

3.1. La compétence du Conseil

Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après : la directive 2011/95/UE). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après : la directive 2013/32/UE).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « *à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE* ».

Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

3.2. La charge de la preuve

Le cadre juridique relatif à la charge de la preuve est régi par les articles 48/6 et 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 qui transposent l'article 4 de la directive 2011/95/UE et l'article 13, § 1^{er}, de la directive 2013/32/EU et qui en conséquence doivent être lus à la lumière de ces dispositions du droit de l'Union. L'établissement des faits et circonstances dans le cadre de l'examen d'une demande de protection internationale, régi par l'article 4 de la directive 2011/95/UE, se déroule en deux phases distinctes.

a) La première phase concerne l'établissement des circonstances de fait qui peuvent constituer des éléments de preuves pour étayer la demande. Le devoir de collaboration, visé à l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE et à l'article 13, paragraphe 1^{er}, de la directive 2013/32/UE, qui est limité à cette première phase, consacre le principe qu'il appartient au demandeur de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale aussi rapidement que possible, comme le mentionne l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, afin que les éléments pertinents de cette demande puissent être déterminés et qu'il puisse être procédé à l'examen de sa demande. Le demandeur doit donc s'efforcer d'étayer sa demande, entre autres, au moyen de ses déclarations, ou de tout document ou de toute pièce en sa possession. Si les éléments apportés par le demandeur ne sont pas complets, actuels ou pertinents, il revient aux instances chargées de l'examen de la demande de collaborer activement avec le demandeur pour récolter tous les éléments pouvant étayer la demande. En outre, ces instances doivent veiller à collecter toute information précise et actuelle portant sur la situation générale dans le pays d'origine et, le cas échéant, dans les pays de transit.

b) La deuxième phase concerne le traitement en droit de ces données par les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale. Au terme d'un tel examen, ces instances doivent décider, à la lumière des faits qui caractérisent l'affaire, s'il est satisfait aux conditions de fond définies dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 pour la reconnaissance de la qualité de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire. Dans ce cadre, il convient de procéder à l'analyse des conséquences des éléments produits pour étayer la demande et de décider si de tels éléments peuvent concrètement conduire à l'octroi d'un statut de protection internationale.

Cet examen du caractère fondé de la demande est une compétence exclusive des instances chargées de l'examen des demandes de protection internationale, de sorte que dans cette phase il n'est pas question d'un devoir de collaboration (CJUE, 22 novembre 2012, C-277/11, M.M., points 64 à 70).

Par ailleurs, l'obligation de motivation de la Commissaire générale ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger, *in fine*, sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4. L'appréciation du Conseil

4.1. L'article 48/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ».

En vertu de l'article 1^{er}, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention de Genève, telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

4.2. L'acte attaqué est fondé sur le constat que la requérante n'est pas parvenue à donner à son récit, par le biais des informations qu'elle communique, une consistance et une cohérence telles que ses déclarations permettent de croire à la réalité des faits qu'elle invoque. La partie défenderesse expose, en outre, pour quelles raisons les documents produits ne permettent pas de rétablir la crédibilité défaillante du récit de la

requérante. Elle ajoute que « *Le Commissariat général a pleinement tenu compte de la décision des autorités grecques de vous octroyer une protection internationale. Toutefois, le Commissariat général souligne qu'il n'est pas lié par cette décision et qu'il lui appartient de réaliser un nouvel examen individuel, complet et actualisé de la demande de protection internationale que vous avez introduite en Belgique. Pour ce faire, le Commissariat général a sollicité les autorités grecques afin d'obtenir les informations en sa possession, ayant conduit à l'octroi de votre statut de protection internationale dans cet état. Toutefois, le Commissariat général n'a obtenu aucune réponse (favorable) à cette demande dans un délai raisonnable [...] et a donc basé son analyse sur les éléments à sa disposition, desquels il ressort que votre demande n'est pas fondée* ».

4.3. Le débat entre les parties porte, dès lors, essentiellement sur la crédibilité des faits invoqués par la requérante et, partant, sur le bien-fondé de la crainte qu'elle allègue.

4.4. Après un examen attentif des dossiers administratif et de la procédure, et après avoir entendu les parties à l'audience du 28 janvier 2025, le Conseil estime ne pas pouvoir se rallier à la motivation de l'acte attaqué. Il considère que la partie défenderesse n'a pas procédé à un examen adéquat et approprié de la demande de la requérante. En effet, il constate que celle-ci présente un profil particulièrement vulnérable dont il n'a pas été suffisamment tenu compte lors de l'appréciation de ses craintes. En outre, force est de relever que les éléments mis en avant dans l'acte attaqué sont insuffisants pour mettre en cause la crédibilité des faits invoqués par la requérante, dès lors, qu'ils ne sont pas établis, qu'ils portent sur des aspects périphériques de son récit, qu'ils découlent d'une interprétation partielle ou subjective de ses déclarations, ou encore, qu'ils trouvent une explication convaincante à la lecture de l'ensemble des éléments versés aux dossiers administratif et de la procédure.

4.5.1. Ainsi, il ressort du rapport médical du 23 avril 2024, déposé au dossier administratif, que la requérante souffre d'un trouble de stress post-traumatique et d'hypertension (dossier administratif, pièce 7, document 2). Ce document prévoit un « plan d'action » impliquant une psychothérapie et un traitement à base d'antidépresseurs (*ibidem*).

Dans le constat de coups et blessures du 23 avril 2024, la médecin relève, notamment, que la requérante « présente des symptômes de stress posttraumatique [...] (cauchemars, crise d'angoisses incontrôlable, palpitations, peur de sortir, peur de tout bruit à l'extérieurs, insomnies) [*sic*] » et précise que « un suivi psychologique et traitement médicamenteux a été initiés [*sic*] » (*ibidem*).

Interrogée à l'audience du 28 janvier 2025, la requérante a déclaré bénéficier actuellement d'un suivi psychologique, à raison d'une séance par mois. Elle a, notamment, expliqué avoir entamé ce suivi afin de « ne pas devenir folle » suite à son vécu et au « choc énorme » qu'elle a subi.

Force est de constater que les troubles psychologiques ainsi qualifiés, dans le document susmentionné, par le médecin ayant examiné la requérante attestent indubitablement de sa fragilité et de sa grande vulnérabilité. Bien qu'il ne soit pas possible d'établir un lien direct entre les faits allégués par la requérante et les constats posés par les documents susmentionnés, le Conseil estime, néanmoins, que l'état de vulnérabilité psychologique qui y est décrit constitue un élément qu'il convient de prendre en considération au niveau de l'appréciation de la demande de protection internationale de la requérante.

Or, il ne ressort pas de la motivation de l'acte attaqué que l'état de santé de la requérante ait dûment été pris en compte par la partie défenderesse pour apprécier la crédibilité à conférer à son récit. Le Conseil s'étonne, en outre, que nonobstant les pièces de nature médicales versées au dossier administratif, la partie défenderesse n'a constaté aucun besoin procédural spécial dans le chef de la requérante.

4.5.2. De surcroît, le constat de coups et blessures du 23 avril 2024 susmentionné relève la présence de plusieurs lésions sur le corps de la requérante, à savoir « dos du pied D : cicatrice 5cm oblique rectiligne [...] crête tibiale D – [...] avant bras d : quelques cicatrices hyperpigmentées - anciennes brulures [...] abdomen : cicatrice de l'ombilic jusqu'au pubis - rectiligne – chirurgicale » (*ibidem*, document 3). La médecin indique que la requérante « déclare avoir été victime de violence de la part du frère de son époux (décédé) - coupure avec boîte de conserve, coup et bousculade contre des pierres, brûlure avec du café chaud, agression au couteau au niveau de sa cicatrices de césariennes, multiples viols vaginaux et anaux. (2018-2019) » et ajoute que « Ces lésions sont compatibles avec les agressions relatées par la victime ». Si le Conseil relève, à la suite de la partie défenderesse, que ce document ne permet de tirer aucune conclusion définitive quant aux faits de maltraitance invoqués par la requérante, il n'en demeure pas moins que les lésions objectives diagnostiquées dans son chef constituent un commencement de preuve qu'il convient d'analyser à l'aune des déclarations qu'elle a été en mesure de fournir desdits événements, et de son profil personnel.

4.6.1. En ce qui concerne les lacunes, inconsistances et autres carences relevées par la partie défenderesse dans les déclarations de la requérante relatives à la période de deuil qu'elle déclare avoir vécue dans le

village de sa belle-famille entre juillet et novembre 2018, le Conseil ne peut rejoindre l'analyse développée dans l'acte attaqué, dès lors, qu'il ressort des notes de l'entretien personnel du 15 avril 2024 (dossier administratif, pièce 8) que la requérante a répondu, avec une certaine consistance, à l'ensemble des questions qui lui ont été posées à ce sujet, en expliquant notamment que « Durant cette période, comme j'étais veuve, je ne faisais rien. J'étais assise par terre sans travailler, je ne peux rien faire. Je devais dormir par terre et ne rien toucher [...] Je ne peux pas bouger, je devais rester sur une natte et me parle là où je suis. Je devais rester là et c'est tout, si je n'obéis pas à la coutume, tu ne seras pas lavée [...] Je pleurais [...] Je ne peux parler qu'aux veuves. Et seules eux me servaient à manger et me laver. C'est l'unique contact, avec les autres veuves [...] [M.A.], c'est elle qui m'encourageait, qu'il faut accepter, que ça allait passer [...] On a dû me raser la tête. Et j'ai dû porter un pagne. Oui, on m'a complètement rasée en 2018 » (*ibidem*, notes de l'entretien personnel du 15 avril 2024, pp. 14 à 16).

A toutes fins utiles, le Conseil souligne qu'il n'est pas contesté que la requérante est veuve, et que ni les circonstances dans lesquelles elle déclare que son mari est décédé ni les accusations dont elle fait l'objet de la part de sa belle-famille, dont elle souligne le caractère particulièrement traditionaliste et attaché aux coutumes, ne sont formellement mises en cause par la partie défenderesse.

4.6.2. De surcroît, la requérante a été en mesure de donner un certain nombre d'informations précises et suffisamment empreintes de sentiment de vécu au sujet de l'annonce, par sa belle-famille, de son mariage avec son beau-frère, J., de son vécu en captivité durant onze mois, ainsi que des abus que lui a infligés J. (*ibidem*, pp. 16 à 21). Le Conseil relève, en outre, que si la partie défenderesse reproche à la requérante de ne pas être capable de fournir davantage d'informations au sujet de sa belle-famille, cette dernière a pourtant expliqué que « Je n'ai jamais été aimée par la famille d'[A.], parce qu'ils voulaient que leur frère épouse une femme de leur village. Depuis tout ce temps-là, il y avait pas de bonnes relations entre [A.] et sa famille [...] Ils ne sont pas venus à la fête [de mariage] ». Et à la question de savoir si la requérante se rendait parfois au village lorsque son défunt mari était en vie, elle a répondu que « Non, jamais été avant l'enterrement », avant de confirmer qu'elle n'avait aucun contact avec sa belle-famille à l'époque (*ibidem*, p. 9).

Du reste, si la partie défenderesse souhaitait obtenir plus d'informations au sujet de la belle-famille de la requérante et de son vécu en captivité, il appartenait à l'officier de protection d'instruire la présente affaire plus avant. Pour sa part, le Conseil estime que la requérante a livré une description et des illustrations suffisantes de sa relation avec J. et des multiples et graves maltraitements subies dans ce cadre. Pour le surplus, le Conseil estime qu'il convient de tenir compte du profil vulnérable et peu instruit de la requérante lors de l'appréciation de ses déclarations, dès lors, que cette dernière a déclaré que « A., était mon unique famille », qu'elle a arrêté l'école en quatrième primaire et qu'elle n'a jamais travaillé (*ibidem*, p. 7).

4.7. Au vu de ce qui précède, l'examen auquel a procédé la partie défenderesse dans le cas d'espèce apparaît trop superficiel et sévère au vu du profil particulier de la requérante et de sa vulnérabilité.

4.8. Par ailleurs, force est de constater, à la lecture des pièces du dossier, que la requérante a obtenu le statut de réfugié en Grèce. Le Conseil estime que le fait que la crainte de la requérante de subir des persécutions ait déjà été considérée comme étant fondée par une instance compétente, en l'occurrence les instances d'asile grecques, constitue un élément tout à fait significatif dont il convient de tenir compte dans le cadre de la présente demande de protection internationale.

A cet égard, le Conseil précise que la Cour de Justice de l'Union européenne a dit pour droit que :

« L'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) no 604/2013 du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, l'article 4, paragraphe 1, et l'article 13 de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, ainsi que l'article 10, paragraphes 2 et 3, et l'article 33, paragraphe 1, et paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale,

doivent être interprétés en ce sens que :

lorsque l'autorité compétente d'un État membre ne peut exercer la faculté offerte par cette dernière disposition de rejeter comme étant irrecevable une demande de protection internationale émanant d'un demandeur, auquel un autre État membre a déjà accordé une telle protection, en raison d'un risque sérieux pour ce demandeur d'être soumis, dans cet autre État membre, à un traitement inhumain ou dégradant, au

sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, cette autorité doit procéder à un nouvel examen individuel, complet et actualisé de cette demande à l'occasion d'une nouvelle procédure de protection internationale conduite conformément aux directives 2011/95 et 2013/32.

Dans le cadre de cet examen, ladite autorité doit néanmoins tenir pleinement compte de la décision dudit autre État membre d'octroyer une protection internationale audit demandeur et des éléments qui soutiennent cette décision » (arrêt du 18 juin 2024, affaire C-753/22, QY c. Bundesrepublik Deutschland).

4.9. Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que, même s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit de la requérante, il n'en reste pas moins que son profil particulier, de même que ses déclarations prises dans leur ensemble et les documents qu'elle produit, établissent à suffisance les principaux faits qu'elle invoque et le bien-fondé de la crainte ou du risque de cette dernière en cas de retour dans son pays d'origine.

4.10. Conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, « *Le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas* ».

Dès lors, que la requérante a établi avoir subi des mauvais traitements liés à sa condition de femme qui sont suffisamment graves pour constituer des persécutions au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que cette circonstance constitue un indice sérieux qu'elle nourrit une crainte fondée d'être soumise à de nouvelles persécutions en cas de retour dans son pays. En l'espèce, le Conseil n'aperçoit pas, à la lecture des pièces des dossiers administratif et de procédure, de bonnes raisons de penser que les persécutions subies par la requérante ne se reproduiront pas.

4.11. Pour le surplus, au vu du profil particulier de la requérante et de sa vulnérabilité, le Conseil considère d'une part, qu'il est établi à suffisance que la requérante n'aura pas accès à une protection effective des autorités congolaises au sens de l'article 48/5, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et, d'autre part, qu'il n'est pas raisonnable d'attendre qu'elle s'installe dans une autre région en R.D.C., afin d'échapper à ses persécuteurs.

4.12. Au vu de ce qui précède, la requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte de persécutions en raison de son appartenance au groupe social des femmes, au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève.

4.13. L'argumentation développée, en termes de note d'observations et de note complémentaire, n'est pas de nature à contredire les constats qui précèdent.

4.14. Il ne ressort ni du dossier ni de l'instruction d'audience qu'il existerait des raisons sérieuses de penser que la requérante se serait rendue coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

4.15. Les constatations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des autres aspects de la demande, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas aboutir à une autre conclusion quant au fond de la demande, à savoir l'existence d'une crainte fondée de persécution dans le chef de la requérante.

4.16. Partant, il y a lieu de réformer l'acte attaqué et de reconnaître à la requérante la qualité de réfugié.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le statut de réfugié est accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatorze mars deux mille vingt-cinq par :

R. HANGANU, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. BOURLART, greffier.

Le greffier,

La présidente,

M. BOURLART

R. HANGANU